

L'école en Russie : priorité nationale, ou question de marché

Evgueny Bunimovich

Président de la Commission de la science

et de l'éducation de la Douma (Conseil) de Moscou

bunimovich@duma.mos.ru

De nos jours, le succès et la carrière d'un jeune ne dépendent plus seulement de l'activité des établissements traditionnels d'éducation. En outre, la place grandissante que prennent les nouvelles habitudes en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) devient pour beaucoup, et particulièrement pour les jeunes, une nécessité; pour l'économie, le secteur est de plus en plus important. C'est la raison pour laquelle, dans nos systèmes éducatifs modernes, la formation informelle est en expansion, la formation est de plus en plus financée par les individus eux-mêmes, et des ressources et services divers sont en plein développement: bibliothèques modernisées et accessibles à tous, ressources informatiques, enseignement et travail à distance, formation continue, orientation professionnelle et scolaire, etc.

Partout dans le monde, le cadre étroit et rigide du système formel de formation se fissure. De nouveaux types d'établissements éducatifs apparaissent, les médias électroniques et Internet se développent, le nombre de professeurs privés s'accroît, l'ensemble constituant désormais une part considérable de l'offre globale en éducation et réclamant, *ipso facto*, sa part dans la répartition des budgets affectés à l'éducation. Tout cela entraîne une redéfinition du rôle de l'État dans la formation: on passe d'un contrôle total de l'État à une coopération effective de diverses structures et à une répartition des moyens, dans l'objectif de stimuler la demande et d'ajuster les possibilités financières.

Le succès de cette évolution va dépendre de la façon dont les systèmes éducatifs nationaux (y compris le système soviétique et postsoviétique) sauront passer de leur cloisonnement relatif à une conception plus ouverte dans laquelle plusieurs parties prenantes deviennent chacune un élément de la sphère globale de formation. Cela suppose une participation régulière à des études internationales comparatives, une recherche active et une utilisation des bonnes pratiques internationales dans le domaine des technologies et des contenus de formation, une motivation entretenue activement et la création d'infrastructures pour importer et exporter des services éducatifs.

Il s'agit là de tendances mondiales. Cependant, la place et la position de l'école russe sur le marché scolaire tiennent non seulement aux évolutions brièvement présentées *supra*, mais aussi aux particularités du développement de l'URSS et de la Russie au cours des dernières décennies.

Jusque dans les années 1980 en URSS, il y avait une école assez uniformisée qui était de moins en moins capable de répondre aux nécessités du développement. C'est seulement dans les années 70 que s'est mis en place le passage réel vers l'éducation secondaire générale obligatoire. Mais l'égalité réelle, et non seulement formelle, du niveau des écoles était une tâche beaucoup plus complexe. Dans le socialisme soviétique, système idéologique opposé à la notion de marché, aucun marché scolaire n'existait officiellement ni ne devait même exister.

Cependant, diverses alternatives à l'école traditionnelle fonctionnaient avec succès. Bien sûr, aucune école ne pouvait cesser d'être une institution d'État ni devenir la propriété légitime d'un quelconque groupe social mais, même dans l'État soviétique, il existait un système d'écoles «spéciales» qui satisfaisait aux besoins de la reproduction d'une inégalité sociale stable:

- les écoles d'études approfondies des langues étrangères, pour former l'élite sociale;
- les écoles d'études approfondies des mathématiques et de physique pour former l'élite intellectuelle.

Ces écoles étaient gratuites, mais il fallait passer un concours spécial pour y entrer: dans le cas des écoles de langues étrangères, il portait sur l'attitude sociale des parents, et dans les écoles mathématiques, c'était une vraie concurrence entre enfants surdoués.

D'autres alternatives pour l'éducation scolaire de l'élite intellectuelle se développaient avec succès : l'école mathématique par correspondance à l'Université Lomonosov de Moscou, l'école physico-technique par correspondance à l'Institut national physico-technique, le pensionnat pour élèves de l'Université d'État Lomonosov de Moscou, créé par le grand académicien Kolmogorov, les compétitions, les clubs, les écoles d'été. Ce système, qui concernait généralement l'enseignement des mathématiques et des sciences, était plus démocratique même s'il existait à l'instigation du complexe militaro-industriel.

Il existait aussi à Moscou et à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) une dizaine d'autres écoles spéciales – de musique, de ballet, de sports, ce qui explique le succès mondial de l'URSS dans ces domaines.

Les concours d'entrée dans les universités, les examens d'entrée, le fossé grandissant entre les savoirs acquis à l'école et la demande des universités exigeait un nombre important de cours privés assurés par des « répétiteurs » qui demandaient des sommes relativement importantes pour aider l'étudiant à préparer les examens des universités.

Pendant la période de la *perestroïka* lancée par Gorbatchev en Union soviétique, la société eut l'occasion réelle de discuter de la réalité du marché scolaire, qui reflétait un besoin d'une grande partie de la population. Les premières enquêtes sociologiques mettaient en évidence l'existence, chez les parents d'élèves en premier lieu, non seulement d'un besoin de différenciation claire des institutions éducatives, mais aussi de la volonté de prendre part à la réalisation de ce projet. En 1989, une enquête fut réalisée qui portait sur la question de savoir qui accepterait de financer le désir des familles d'avoir accès aux services supplémentaires d'éducation nécessaires à leurs enfants, et sur l'opinion des élèves issus des classes supérieures sur cette différenciation et la prise en charge de son financement. L'idée de la différenciation de l'école dans diverses régions était soutenue par 65 à 85 % des élèves issus des classes supérieures et par 50 à 56 % des parents. En outre, cette idée était soutenue par les parents disposant d'un haut niveau de formation et de salaire. C'était, légalement, déjà le « marché scolaire ».

En 1991, le premier décret du premier président de la fédération de Russie portait précisément sur l'éducation. En 1992 était publiée la loi de la fédération de Russie sur l'éducation. Cette loi, qui est considérée par l'UNESCO comme l'une des plus libérales au monde, stipule que l'État prend l'engagement de financer les services d'éducation, mais seulement dans le cadre du standard national d'éducation.

Dans le même temps, l'État donne le droit de créer des écoles privées et pour les écoles publiques, le droit de proposer des services éducatifs payants en dehors du standard national d'enseignement. Les parents et les élèves ont le droit de choisir les écoles et les formes d'éducation (non seulement dans les établissements d'enseignement privés ou publics, mais aussi à l'extérieur, comme l'éducation familiale).

Les écoles privées, qui ont commencé à apparaître, se divisent en trois types :

- les structures créées dans le but de tirer le plus de profit possible de la situation de capitalisme et de marché sauvage postsoviétique ; ces écoles, comme des bulles de savon, ont disparu aujourd'hui et leurs fondateurs sont soit en prison, soit dans les villas de la Côte d'Azur ;

- les écoles créées par des amateurs et des enthousiastes qui n'étaient souvent ni des professionnels en éducation ou en administration ; l'idée principale de ces écoles était de ne pas ressembler, comme à l'époque soviétique, à des casernes ou à des prisons ; la moitié de ces écoles a aujourd'hui cessé d'exister en raison du manque de compétences, de financement et de savoir-faire administratif ; en outre, les parents ont estimé que le niveau de connaissances de leurs enfants était faible ; mais les meilleurs et les plus professionnels de ces établissements s'est développé avec succès sur le marché des établissements scolaires ;

- les autres écoles privées – religieuses, nationales, spécialisées pour les enfants ayant des problèmes de santé, pour les enfants de familles très riches, etc., comme dans tous les pays.

Il existe aujourd'hui environ 500 écoles privées en Russie, près de la moitié d'entre elles étant à Moscou.

L'État russe ne veut pas ou ne peut pas aujourd'hui maintenir un système centralisé d'éducation primaire et secondaire. C'est pourquoi, par exemple, le financement se fait au niveau régional et municipal. La responsabilité financière du droit des enfants à l'éducation est déléguée à des régions qui n'ont pas toutes les mêmes possibilités. Concrètement, sont maintenant placés en situation de consommateurs de services d'éducation les groupes ethniques ou socioculturels, les régions, les municipalités, les parents d'élèves, les entreprises ou les universités, qui coopèrent avec l'école.

La régionalisation de l'éducation en Russie, le financement pluriel de l'éducation, la création d'un réseau d'organismes indépendants en éducation, le développement des écoles privées conduit à un changement de la structure du marché scolaire. Le nombre d'écoles spéciales et élitistes, d'écoles de divers types n'est plus contrôlé par l'État conformément aux besoins, mais par les lois du marché libre.

En même temps, l'école reste obligatoire et générale en théorie, mais pas dans la réalité. Parallèlement à la demande d'une formation d'élite par certains groupes sociaux, d'autres jeunes échouent dans le système

éducatif secondaire. Les résultats catastrophiques aux examens nationaux des années 2005 à 2008 ont choqué toute la société russe. Aujourd'hui, chaque école se constitue indépendamment, formule sa spécificité et cherche sa « niche sociale ». Chaque établissement participe activement à ces relations de marché. Les écoles ont la possibilité d'entrer en concurrence pour un type défini de consommateur de services.

On peut considérer comme caractéristiques de la phase actuelle les approches différentes de la ville de Moscou et la région, par exemple, de Kaliningrad en matière de réglementation financière. En Russie, on qualifie de « normative » – la somme allouée à l'école pour chaque élève. Kaliningrad, région plus à l'ouest de la Russie, en conformité avec les principes du marché, offre la même « normative » (liée au standard national) pour tous les étudiants, le reste étant financé par les parents. À Moscou, il existe plus de vingt normatives différentes – pour l'école élémentaire et secondaire, selon le type d'école ou les caractéristiques de l'enfant... Ainsi, il en coûte aux élèves du lycée spécial de mathématiques 1,3 fois la normative de base, et aux élèves présentant de graves problèmes de santé 2 fois la normative de base.

Quelle est la meilleure approche ? En fait, la principale question aujourd'hui est : l'éducation scolaire en Russie est-elle une affaire de marché ou une priorité nationale ?

La Russie actuelle n'a pas encore apporté de réponse. ■